

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



B. LIENHART

37 route de Strasbourg
67860 BOOFZHEIM

Code AIOT : 0006700578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement B. LIENHART implanté 37 route de Strasbourg - 67860 BOOFZHEIM. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B. LIENHART
- 37 route de Strasbourg - 67860 BOOFZHEIM
- Code AIOT : 0006700578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite des installations de stockage et de séchages de céréales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des risques accidentels ;
- prévention du risque incendie ;
- prévention du risque de pollution des eaux superficielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	/	Sans objet
2	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 2.2	/	Sans objet
3	Système de filtration et d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/04/1999, article 18.2	/	Sans objet
5	Capacité de rétention et gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, articles 4 et 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas de plusieurs données techniques concernant la conception de ses installations et dont certaines sont nécessaires pour réviser les prescriptions. Il est attendu que l'exploitant transmette, dans un délai de quatre mois, les éléments suivants :

- une carte représentant les phénomènes dangereux du site avec les nouvelles distances ;
- de préciser l'impact de l'extension des deux nouvelles cellules sur le porter à connaissance pour la maîtrise de l'urbanisation existant ;
- de justifier le dimensionnement des surfaces d'évent de chaque nouvelle cellule et du système centralisé de filtration ;
- de fournir les surfaces d'évents mises en œuvre et leurs positionnements : pour les deux nouvelles cellules, pour les portions de galerie sous-cellules associées et pour le système centralisé de filtration ;
- de justifier de la présence d'un double asservissement sur le système d'aspiration ;
- de justifier de l'entretien et du débit des puits incendie ;
- de transmettre les modalités de gestion des eaux pluviales et des eaux incendie, un plan des réseaux de collecte complet et le volume du bassin existant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L.512-1 [...]. Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents [...].
Constats : La dernière étude de dangers date de 2013 et était jointe au dossier d'extension des installations concernant la création de nouvelles cellules de stockage. Un porter à connaissance a été déposé en septembre 2015, précisant les modifications mises en œuvre par rapport au projet initialement décrit dans le dossier de 2013. Ces modifications portent essentiellement sur : <ul style="list-style-type: none"> • le nombre de cellules : 2 au lieu de 3 ; • le nombre de portion de galerie sous-cellules : 2 au lieu de 3 ; • le volume total de stockage ajouté par le projet : 28531 m³ au lieu de 32880 m³ ;

<ul style="list-style-type: none"> • le volume de chacune des cellules : 14213 m³ au lieu de 10933 m³ ; • le type de produit stocké : uniquement du maïs au lieu du blé ; • les nouvelles distances des phénomènes dangereux.
Observations : Les nouvelles distances des phénomènes dangereux n'ont pas été reportées sur une carte. L'impact de ces nouvelles distances sur le porter à connaissance pour la maîtrise de l'urbanisation de 2002, existant pour le site n'a pas été précisé. Ces informations sont à transmettre à l'Inspection dans un délai de quatre mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues de la façon suivante : silo 5 (composé de 3 cellules) : - cellules verticales et boisseau : [...] la surface d'évents est de 352 m ² ; - galerie de reprise : le volume de la galerie est divisé en 3 portions égales, [...]. La surface d'évents à mettre en place pour chaque portion est au minimum de 7,7 m ² [...].
Constats : Les surfaces servant d'évents définies à l'article ci-dessus correspondent aux surfaces d'évents dimensionnées pour le projet initial comportant 3 cellules de stockage et 3 portions de galerie sous-cellules. Cette prescription est à adapter avec les données techniques pour 2 cellules. Le projet a fait l'objet du porter à connaissance de 2015 et a été réalisé avec 2 cellules de stockage. Le porter à connaissance de 2015 précise que la surface d'évents nécessaire pour chaque portion de galerie sous-cellules est au minimum de 6 m ² . La surface d'évents nécessaire pour les cellules verticales, en remplacement de la surface initiale de 352 m ² , n'est pas précisée. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les dossiers techniques de construction de l'extension (nouvelles cellules et galerie sous-cellules associées). Les surfaces d'évents mises en œuvre n'ont donc pas pu être vérifiées. La surface d'évents de chaque portion de galerie est dimensionnée à 6 m ² , dans le porter à connaissance de 2015. La galerie sous-cellules est divisée en 2 portions séparée par un mur béton et dont l'accès est situé à l'extrémité de chaque portion. D'après les données du porter à connaissance de 2015, la section de la galerie sous-cellules est de 4 m ² . Lors de la visite du 28/06/2022, il a été constaté la présence d'une cloison métallique avec une porte d'accès à chaque extrémité de portion de la galerie sous-cellule et pas de présence d'autre ouverture. L'Inspection s'interroge sur l'emplacement des événements d'une surface de 6 m ² pour chaque portion de galerie sous-cellules.
Observations : Il est nécessaire que l'exploitant justifie, dans un délai de quatre mois : <ul style="list-style-type: none"> • le dimensionnement de la surface d'évents nécessaire pour chaque cellule ; • la surface d'évents mise en œuvre pour les cellules et les portions de galerie sous-cellules. La prescription fixée à l'article 2.2, citée ci-dessus, nécessite d'être révisée avec les données

techniques que transmettra l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Système de filtration et d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur [...]. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation [...].
Constats : Le site est équipé d'un système centralisé de filtres à manche. Le système est situé dans la tour de manutention. Lors de la visite, il a été constaté au niveau de la sortie du système de filtration, la présence de tôles fixées sur la paroi de la tour. L'exploitant ne sait pas si ces tôles font office d'évents. D'après l'exploitant, le système de filtration a été modernisé lors des travaux d'extension de 2013. Le dimensionnement des événements ne figure pas dans le dossier d'extension de 2013. L'exploitant précise que le système d'aspiration est équipé d'un double asservissement. Il ne dispose pas du dossier technique de fonctionnement de cet équipement. Les installations n'étaient pas en fonctionnement le jour de la visite. Le rapport de vérification du système d'aspiration ne détaille pas les points contrôlés. La présence et le fonctionnement du double asservissement du système d'aspiration n'ont pas pu être contrôlés.
Observations : Il est attendu que l'exploitant transmette dans un délai de quatre mois : <ul style="list-style-type: none"> • les éléments justifiant le dimensionnement et la mise en oeuvre des surfaces d'évents du système centralisé de filtration ; • la justification de la présence d'un double asservissement sur le système d'aspiration et son principe de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/1999, article 18.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ; • de deux bornes incendie et de deux puits permettant un débit minimal de 180 m³/h [...].

Constats :

L'exploitant a présenté le certificat Q4 et le rapport du 23/09/2021 concernant la vérification des extincteurs. Ces documents n'appellent pas d'observation. Par sondage, l'extincteur n°60 situé dans la tour de manutention, a été contrôlé lors de la visite. L'étiquette apposée sur cet équipement mentionne bien une vérification en septembre 2021.

Le site est équipé de 2 puits incendie et 2 poteaux incendie sur la voie publique à proximité du site. Ces 4 équipements sont matérialisés sur le plan de défense incendie. L'exploitant n'a pas connaissance d'une vérification régulière des puits incendie. Les débits des puits ne sont pas connus de l'exploitant.

Le débit minimal disponible sur le site, n'a pas pu être vérifié. L'exploitant a précisé que lors du dernier exercice, les puits incendie ont été utilisés par les pompiers et qu'ils n'ont pas formulés d'observations sur ces équipements.

Observations :

L'exploitant transmettra à l'Inspection dans un délai de quatre mois les justificatifs de vérification des puits incendie ainsi que leur débit.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Capacité de rétention et gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :**Article 4 :**

L'exploitant dispose d'un bassin de rétention des eaux d'extinction d'un volume 120 m³ minimum.

Article 5 :

Les eaux de toitures sont infiltrées grâce à des tranchées d'infiltration régulièrement entretenues.

Les eaux de voirie sont prétraitées par un décanteur séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux s'infiltrent par tranchée d'infiltration et / ou rejet au réseau de la commune.

En cas de rejet des eaux de ruissellement vers le réseau d'assainissement collectif, un volume de rétention de 370 m³ minimum est créé pour les eaux pluviales.

Constats :

Le site est équipé d'un seul bassin dont le volume n'est pas connu de l'exploitant.

L'exploitant précise qu'à sa connaissance les eaux de voiries sont dirigées vers le réseau d'assainissement. Dans ce cas, l'exploitant devrait disposer d'un volume de 370 m³ pour la rétention des eaux pluviales et d'un volume de 120 m³ pour le confinement des eaux incendie. Réunis en un seul bassin ces volumes sont à cumuler et un système d'isolement doit permettre le confinement des eaux incendie.

La connexion du bassin avec le réseau de collecte n'a pas pu être identifiée lors de la visite. L'exploitant ne sait pas comment les eaux incendie sont collectées et dirigées vers le bassin. Vu l'emplacement du bassin, l'Inspection s'interroge sur ce point. L'exploitant n'ayant pas été en mesure de présenter un plan des réseaux de collecte, ce point n'a pas pu être vérifié.

Les informations à faire apparaître sur le plan des réseaux de collecte sont fixées par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Observations :

L'exploitant transmettra à l'Inspection dans un délai de quatre mois, le plan des réseaux de collecte complet, le volume du bassin et les modalités de gestion sur le site des eaux pluviales et des eaux incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

